

unef INFORM

UNION
NATIONALE des
ETUDIANTS de
FRANCE

UNEF * Ilrue godot de mauroy 75009 PARIS * téléphone 742-59-40

Éditorial

UN GRAND ESPOIR EST NÉ

Giscard et Saunier sont battus

A la veille des examens, alors que chômage et déqualification sont des problèmes permanents pour chacun, la victoire des forces de gauche et l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République ouvrent d'autres perspectives.

L'UNEF est la seule organisation étudiante à avoir pris ses responsabilités en appelant les étudiants à voter François Mitterrand le 10 mai. Elle a fait ce que 7 ans de lutte, d'action syndicale commandaient : battre la sélection sociale, l'austérité, le chômage, fruits de la politique de GISCARD.

L'UNEF contribuera à la mise en œuvre d'une politique nouvelle à l'Université et se déclare prête à participer à des négociations sur les grands problèmes qui préoccupent les étudiants : la formation et l'emploi, la sélection sociale et l'aide aux étudiants ; la démocratie à l'Université.

Ainsi des mesures urgentes doivent être prises : l'augmentation des bourses, le développement des Oeuvres Universitaires, le maintien de nos formations, l'abrogation des décrets racistes, de la loi Sauvage, la création d'emplois.

Avec l'ensemble des étudiants, elle le fera dans l'esprit qui a toujours été le sien ; celui de la défense de notre droit aux études, de notre ave-

nir, d'un rôle nouveau de l'université pour le pays.

Ce sera la contribution des étudiants aux changements nécessaires à notre pays.

L'UNEF en toutes circonstances, et dans l'indépendance syndicale permettra aux étudiants de faire entendre leur voix.

Depuis dimanche, l'espoir est grand. Notre volonté d'étudier, d'avoir un métier doit être la plus forte :

Nous ne pouvons être déçus.

C'est de chacun d'entre-nous que dépendent d'autres victoires pour les étudiants.

Dans ce cadre, l'UNEF décide de tenir les 28 et 29 mai, une CONFÉRENCE NATIONALE

pour préciser les grandes revendications des étudiants, sur les problèmes urgents à résoudre pour transformer l'Université.

Elle décide de discuter ces propositions en tenant des assemblées dans toutes les Universités en les distribuant à des centaines de milliers d'exemplaires.

ELLE APPELLE LES ÉTUDIANTS, POUR PESER DANS LE SENS DES CHANGEMENTS, A SE SYNDIQUER A L'U.N.E.F.

Paris, le 13 mai 1981.

Les étudiants définissent leurs revendications

Toute cette année, nous avons agi ensemble pour défendre nos études, nos droits. Contre la loi Sauvage, la remise en cause des Oeuvres Universitaires, les attaques contre nos formations, l'UNEF a toujours été là pour organiser la riposte, avancer des revendications.

Une situation nouvelle est créée. Nous pouvons avoir d'autres ambitions pour nos études, notre avenir.

Nous demandons que des négociations s'ouvrent rapidement avec les nouvelles autorités. Nous voulons y défendre les intérêts des étudiants dans un esprit constructif et réaliste.

Pour l'UNEF, certains problèmes urgents qui conditionnent

la fin de l'année universitaire et la rentrée doivent trouver des solutions rapides.

Des projets mis en route par l'ancien gouvernement risquent de remettre en cause les études de milliers d'entre nous. Les élus UNEF agiront au CNESER, au Centre National des Oeuvres pour que ces problèmes soient résolus. Ils font des propositions qui pourraient immédiatement être mises en oeuvre.

Dans chaque UER, dans chaque Université, nous vous appellerons à ne rien laisser passer qui soit contraire à nos intérêts.

Enfin nous pensons qu'un débat de fond sur les grands pro-

LA SÉLECTION SOCIALE :

Fondement de l'Université d'aujourd'hui

C'est la sélection sociale qui empêche à tous les niveaux de l'enseignement nombre de jeunes de poursuivre leurs études. Cette situation se poursuit et s'aggrave à l'entrée et dans l'Université.

Pour beaucoup d'entre-nous, la réalité, c'est se priver dans la vie quotidienne pour poursuivre ses études.

Une bourse d'échelon maximum ne permet même plus aujourd'hui de loger en cité-U et de manger au restau-U.

Cela se traduit par un abandon massif, une sélection par l'échec qui touche en premier lieu les étudiants issus de couches sociales modestes. Ainsi dans les premiers cycles on ne trouve que 15 % d'enfants ouvriers, plus que 10 % en 2^e et 7 % en 3^e cycle.

Oui, l'Université est bien l'image inversée de la nation. Alors que le pays a besoin de cadres, on assiste à un formidable gâchis des intelligences. La sélection sociale mutile l'espoir de milliers de jeunes, crée une Université d'élite, fonctionnant en vase clos, une Université qui correspond aux besoins du patronat et non à ceux de la population.

Du numérus-clausus au démantèlement des Oeuvres Universitaires, tout est fait pour aggraver cette situation.

Nous voulons une Université qui joue pleinement son rôle dans le pays, qui forme des cadres répondant aux besoins de la population et non à ceux d'une minorité.

Nous nous prononçons pour la transformation de l'Université par son ouverture aux enfants issus des couches les plus défavorisées.

Nous luttons pour une Université où tous aient les moyens d'étudier, qui combatte l'inégalité sociale, qui s'enrichisse des expériences, des apports de tous.

• L'égalité des chances, c'est donner les moyens à chacun d'accéder à une formation, à une qualification de haut niveau.

C'est pourquoi nous plaçons au centre de notre activité, la revendication des moyens pour étudier.

Pour combattre ces inégalités, nous exigeons immédiatement :

- Que la bac reste le premier grade universitaire.
- L'augmentation du nombre de bourses dans l'objectif d'atteindre à court terme 20 % d'étudiants boursiers.
- La fixation à 1 200 F mensuels sur l'année universitaire des bourses au 6^e échelon, pour aller rapidement vers les 1 500 F.
- La revalorisation correspondante des autres échelons, l'indexation des bourses sur le budget établi par le C.N.O. pour un étudiant.
- Le blocage des tarifs universitaires et des frais d'inscription, la construction de 10 000 chambres en cité-universitaire et le développement des oeuvres universitaires.
- La mise en oeuvre d'un véritable contrôle continu, condition de la qualité de l'enseignement, le développement des enseignements de soutien (T.D. de rattrapage, groupe de travail avec moniteurs...).
- Des mesures dans chaque Université pour donner les moyens aux étudiants salariés de poursuivre leurs études.

UNE FORMATION POUR UN METIER

Notre formation conditionne notre avenir. C'est pour cela que nous avons des exigences d'autant plus importantes que nous les associons aux luttes que nous menons pour le plein emploi.

Aujourd'hui, l'enseignement que nous recevons ne correspond ni à nos aspirations, ni aux besoins du pays.

Notre cursus universitaire est transformé en course d'obstacle alors que la qualité d'une formation ne dépend pas du nombre d'étudiants sélectionnés mais bien de son contenu et des moyens qui lui sont accordés.

Notre enseignement souffre du manque d'encadrement, de moyens pédagogiques, de l'insuffisance et de la vétusté des infrastructures, du matériel.

Nous ne sommes pas formés pour un métier.

• Dans de nombreux cas du fait d'un niveau scientifique et culturel insuffisant, d'un cloisonnement trop étroit laissant de côté les connaissances fondamentales, notre formation ne permet pas notre adaptation à l'évolution des sciences et techniques dans notre métier.

• De nombreux enseignements n'intègrent pas la dimension professionnelle nécessaire à toute formation, nous laissant désarmés pour notre futur emploi.

Ces modalités de formations correspondant pour la plupart à une politique d'emploi sous-qualifié et précaire réservant à quelques-uns les emplois à responsabilités.

Nous voulons être formé à un métier.

Pour cela il faut assurer une formation complète de haut niveau associant étroitement une formation scientifique et une formation professionnelle s'enrichissant mutuellement. Ce lien renforce nos exigences pour notre formation et notre emploi futur, nous accroche à nos études.

C'EST POURQUOI NOUS LUTTONS :

- Pour le maintien, le développement et la création des formations nécessaires au pays et à la région.
- Pour une formation scientifique adaptée aux avancées réalisées dans tous les domaines.
- Pour le renforcement du contenu de cette formation et notamment l'augmentation du budget des Universités.
- Pour une formation pluridisciplinaire, pluraliste, critique, associant enseignement de groupe, expérimentations, aux cours magistraux.
- Pour l'introduction à tous les niveaux de l'enseignement d'une formation professionnelle, notamment sous forme de stages, U.V. spécialisées...
- Pour le développement des filières professionnelles au sein de l'Université.

LES SEPT IMMÉDIATES

Ces mesures devant être prises avant la fin de l'année universitaire

- 1 — L'abrogation du quorum.
- 2 — L'attribution de crédits supplémentaires aux Universités.
- 3 — Le maintien, la création des formations.
- 4 — Le maintien des bourses.
- 5 — Le blocage des tarifs universitaires.
- 6 — Blocage des tarifs d'inscription.
- 7 — Abrogation des mesures prises contre les étudiants.



pour contribuer au changement

blèmes qui nous préoccupent, la sélection sociale, notre emploi futur, notre formation doit s'engager pour trouver des solutions durables à nos difficultés.

Mais pour nous, rien ne peut se faire sans la participation active de tous les étudiants. C'est dans cet esprit que nous voulons aujourd'hui débattre dans les amphis et les UER des propositions qui permettraient de transformer notre vie. Notre Conférence Nationale en fera le bilan et déterminera nos revendications.

Nous demandons que tous les moyens soient mis en œuvre, pour que la démocratie se développe, pour que chacun dans

les mois qui viennent puisse donner son avis à tout moment.

L'UNEF pour sa part fait et fera tout pour que les étudiants participent aux décisions.

C'est la condition d'un changement qui correspond à nos aspirations.

Dès aujourd'hui débattons de ces propositions. Agissons ensemble pour que nos revendications aboutissent. Avec l'UNEF prenons en main nos affaires. Plus forts et plus unis, nous pouvons changer nos facts.

MESURES NÉCESSAIRES

doivent être prises
à l'échelle universitaire.

la loi Sauvage et du

un collectif budgè-

le rétablissement, la

ns utiles au pays.

pouvoir d'achat des

s tarifs des œuvres

ifs des droits d'ins-

s mesures racistes

étrangers.



L'EMPLOI : UN DROIT

Nous sommes des ingénieurs, cadres, enseignants, techniciens de demain. Conscients des responsabilités qui nous reviennent, nous avons des exigences quant au développement de notre pays. Nous avons des droits en ce qui concerne l'emploi que nous occuperons à la sortie de l'Université.

Mais alors que nous avons ces exigences, ces droits, notre place est de plus en plus remise en cause, notre avenir de plus en plus bouché. Notre avenir, c'est le chômage. Même si notre niveau de formation nous donne plus de chances de trouver un emploi, nous ne sommes pas épargnés. Comment pourrait-il en être autrement lorsque le pays compte aujourd'hui près de deux millions de chômeurs et que le 8^e Plan en prévoit près de 3,5 millions, lorsque à la casse de nos formations correspond la liquidation du potentiel économique et industriel.

Notre avenir, c'est le travail précaire. De l'auxiliaire au contrat de travail à durée déterminée en passant par les stages Barre, le travail intérimaire, ce phénomène touche aujourd'hui deux jeunes sur trois. Cette situation instable gâche notre vie, nous prive des droits, des responsabilités qui devraient nous revenir dans notre emploi, nous empêche de participer pleinement à la vie du pays.

Notre avenir, c'est un emploi déqualifié. Trop souvent nos capacités ne sont pas pleinement employées, notre travail n'est pas reconnu à son niveau de qualification, ne correspond pas à la formation acquise.

Cette situation constitue un véritable gâchis à la fois pour nous et le pays. Ce gâchis nous voulons y mettre fin. Parce qu'il s'agit de notre avenir, du développement du pays et de ses régions, nous voulons que nos exigences soient prises en compte, que nos droits soient respectés. Nous refusons la fatalité du chômage.

Pour cela nous nous prononçons :

- Pour une réelle politique de l'emploi.
- Pour satisfaire les besoins du pays, nous exigeons l'exploitation de toutes les richesses de notre pays, l'utilisation du progrès des sciences et techniques.
- Nous voulons vivre, étudier et travailler au pays. Dans le même temps où nous nous opposons à la casse de nos formations, nous luttons aux côtés des travailleurs et de la population, contre la liquidation du potentiel industriel et économique de nos régions.
- Nous exigeons au minimum l'embauche d'un jeune diplômé en remplacement de chaque départ à la retraite d'un cadre, d'un technicien, d'un enseignant.
- Pour la suppression de toutes les formes de travail précaire. Nous voulons un emploi stable, nous permettant d'assurer toutes nos responsabilités, de bénéficier de nos droits.
- Pour l'embauche au niveau de notre qualification, pour la reconnaissance de nos diplômes dans les conventions collectives, nous permettant de mettre la totalité de nos capacités au service du développement du pays.

NOS DROITS : UNE CONDITION POUR ÉTUDIER

Aujourd'hui, nos droits sont bafoués. On ne nous consulte pas ; nous n'avons que le droit de subir des décisions ; nous ne sommes considérés que comme des consommateurs de l'Université.

C'est parce que nous avons fait des Conseils un lieu d'expression de nos revendications, un moyen essentiel pour remporter des succès en commun avec les enseignants, les personnels que la loi Sauvage a été instaurée.

Nous ne sommes pas des moins que rien ; nous sommes partie-prenante de la vie à l'Université, nous voulons être reconnus comme citoyens à part entière.

Nous voulons discuter, décider, d'égal à égal de nos enseignements, de nos conditions d'étude avec les autres catégories représentatives de l'Université.

L'intervention de chacun, la décision de tous, voilà notre conception de la participation qui permet le débat et la lutte pour améliorer nos études, nos conditions de vie.

La lutte pour la démocratie à l'Université permet la prise en compte de la vie régionale, des besoins du pays et de la population.

Nous ne pouvons laisser une minorité décider à notre place et transformer les conseils en arme contre nous, contre nos luttes. Cette bataille pour la démocratie conditionne pour une part essentielle l'avenir de nos études. Aujourd'hui, nous mettons tout en œuvre pour faire échec à la loi Sauvage, à ses objectifs.

Il s'agit d'imposer notre présence comme un obstacle à la loi Sauvage, notre volonté sans équivoque de décider de nos affaires, d'amplifier la lutte en convergence avec les enseignants, les personnels.

Partout nous nous battons avec les élus de la riposte qui agissent en permanence sur les revendications, qui font appel aux étudiants pour les imposer.

Dans les T.D., les amphis, les étudiants ont besoin de s'exprimer, d'agir sur leurs problèmes, de remporter des succès. Nous n'avons pas une conception élitiste de la participation. Il faut les moyens pour que cela soit l'affaire de tous.

NOUS NOUS PRONONÇONS :

- Pour l'abrogation de la loi Sauvage et du quorum.
- Nous nous battons pour gagner des droits et notamment la mise en place de commissions paritaires, l'élection de délégués de T.D., l'assemblée régulière de ces délégués.

L'action de nos élus et la mise en place de ces structures font de la participation une question permanente, créent des exigences nouvelles, impliquent l'action pour imposer la démocratie.

CTIONS, AGIS AVEC L'UNEF

POUR CHANGER DANS TA VIE D'ÉTUDIANT, DONNE-TOI LES MOYENS DE PARTICIPER AU CHANGEMENT :

SYNDIQUE-TOI

Tu le sais, seul, isolé, on ne peut rien. Depuis le début de l'année tu as vu l'UNEF à tes côtés pour défendre tes conditions d'étude, pour combattre la loi Sauvage, pour exiger des moyens pour étudier, pour mettre en place une nouvelle solidarité étudiante.

Aujourd'hui une situation nouvelle existe.

Nous pouvons d'autant moins rester isolés. Nous te lançons un appel : les étudiants peuvent contribuer au changement, pour cela il faut que tu te syndiques à l'UNEF.

PARCE QUE L'UNEF A PRIS ET PRENDRA SES RESPONSABILITÉS

- L'expérience de 7 ans de la politique de Giscard-Saunier nous a amenés à appeler les étudiants à voter François Mitterrand le 10 mai. Nous avons été les seuls à le faire.
- En toute indépendance syndicale mais aussi en créant toutes les conditions pour que nos conditions d'étude puissent changer, nous voulons permettre aux étudiants de contribuer au changement.

PARCE QUE L'UNEF DONNE PLUS DE FORCE A NOS REVENDICATIONS

En définissant des revendications essentielles, en les faisant discuter par l'ensemble des étudiants, pour notre vie d'étudiants nous nous donnons les moyens d'obtenir vite que ça change.

PARCE QUE L'UNEF EST UNE FORCE POUR NÉGOCIER...

Sur la base de ces revendications, nous voulons que les étudiants puissent négocier avec le gouvernement. Parce qu'elle est de loin l'organisation majoritaire à l'Université, l'UNEF constitue le meilleur appui pour ces négociations, pour que nos revendications soient entendues.

SYNDIQUE-TOI

Que ta voix soit entendue, que tu puisses compter sur les changements dont tu as besoin pour mieux étudier, que la solidarité grandisse encore dans les Universités, cela dépend de toi.

En te syndiquant, tu te donnes les moyens de participer activement au changement que tu attends.

POUR QUE LES ETUDIANTS CONTRIBUENT AU CHANGEMENT

Nous voulons que les étudiants profitent pleinement des changements qui sont aujourd'hui possibles à l'Université.

En menant le débat avec des centaines de milliers d'étudiants, nous voulons créer toutes les conditions pour que les étudiants apportent leur contribution aux changements nécessaires.

Mais cela coûte cher.

Tu le sais, l'UNEF, bien que largement majoritaire, est la seule organisation à ne pas recevoir de subvention nationale.

En donnant les moyens financiers au syndicat, tu te donnes les moyens de faire entendre ta voix.

VERSE A LA SOUSCRIPTION

*Chèque à l'ordre de l'UNEF, à envoyer à
UNEF, 11, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.*



Je me syndique à l'Union Nationale des Etudiants de France.

NOM Prénom . Université

Adresse . UER Année

Adhésion : 5 F Soutien : 5 F.

A renvoyer à UNEF, 11, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris.